

DEMANDE

DE MISE EN ACCUSATION POUR HAUTE TRAHISON DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, LE PROFESSEUR ALPHA CONDE

A Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,

- Conakry -

Monsieur le Président,

Messieurs les Vice-présidents,

Mesdames et Messieurs les membres de l'Assemblée nationale ;

Nous, les honorables députés représentant plus d'un dixième des membres de l'Assemblée Nationale dont les noms suivent : Dr. Fodé Oussou FOFANA, M. Ousmane Gaoual DIALLO, M. Mamadou Aliou CONDE, M. Abdoulaye Diouma DIALLO, M. Jamsdine BALDE, Mme Aïssatou BARRY, Mme Fatoumata Binta DIALLO, M. Mamadou Alpha BALDE, Mme Mariama BAH, M. Mamadou Dian DIALLO, Mme Hawa Binta DIALLO, Mme Fatoumata DIALLO, Me Amadou DIALLO, Mme Marie-Anne FOFANA, M. Abdoulaye Baïlo DIALLO, M. Dian Baïlo DIALLO, M. Mamadou Kenda DIALLO, Mme Djessira TRAORE, M. Ibrahima Sory Alain TOURE, Dr. Fodé Amara Bocar MAREGA, M. Aboubacar SYLLA, M. Jean Marc TELIANO, M. Alpha Ibrahima Sila BAH, M. Mamadou Mouctar DIALLO, M. Mamadou Cellou Dalein DIALLO, (liste à compléter si possible) demandons formellement la mise en accusation pour haute trahison du Président de la République, Monsieur Alpha CONDE, pour :

- violation de son serment ;
- violation de la Constitution et d'autres lois de la République ;
- violations graves et caractérisées des droits humains ;
- actes attentatoires au maintien d'un environnement sain, durable et favorable au développement du pays ;
- actes attentatoires à la paix et à l'unité nationale ;
- violation du principe de la séparation des pouvoirs et de la procédure

législative dans le cadre des modifications *irrégulièrement* apportées à la loi organique portant composition organisation et fonctionnement de l'Institution Nationale Indépendante des Droits Humains (INIDH) adoptée le 14 juillet 2011 par le Conseil National de Transition (CNT).

I - EXPOSE SOMMAIRE DES FAITS

Conformément à l'article 35 de la Constitution, le Président de la République, le Professeur Alpha CONDE, avant d'entrer en fonction le 21 décembre 2010, a prêté serment devant la Cour Suprême, serment qu'il a réitéré devant la Cour constitutionnelle en décembre 2015, à l'occasion de son investiture pour un second mandat et dont la teneur suit :

*« Moi Alpha CONDE, Président de la République élu conformément aux lois, je jure devant le Peuple de Guinée et sur mon honneur **de respecter et de faire respecter** scrupuleusement les dispositions de la Constitution, des lois et des décisions de justice, de défendre les Institutions constitutionnelles, l'intégrité du territoire et l'indépendance nationale. **En cas de parjure, que je subisse les rigueurs de la loi.** »*

Or, il est de notoriété publique que depuis son entrée en fonction, le Président de la République est auteur de plusieurs manquements (à ses devoirs) manifestement incompatibles avec l'exercice de son mandat.

Les principaux actes constitutifs de manquements graves à la loi ou aux devoirs de la fonction présidentielle peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

- 1- Refus obstiné du Président de la République durant toute la durée de son premier mandat de se soumettre à l'article 36 de la Constitution, l'obligeant à faire une déclaration écrite sur l'honneur de ses biens au début et à la fin de chaque mandat, déclaration qui doit être publiée au Journal officiel.

A ce jour, le Président n'aurait fait qu'une seule déclaration de ses biens au lieu de trois déclarations... En plus, aucune déclaration de ses biens n'a été publiée au Journal officiel.

- 2- Refus catégorique du Président de se plier à l'injonction de l'article 38 de la Constitution, lui interdisant de prendre toutes responsabilités au sein d'un Parti politique.

Tous les guinéens observent que le Président de la République est toujours

le président du RPG et il préside illégalement les réunions de ce Parti politique.

- 3- Le refus du Président de prononcer une fois par an devant l'Assemblée Nationale un message sur l'état de la Nation, conformément à l'article 50 de la Constitution.

Depuis quelques années, la Guinée traverse une crise politique, économique et sociale sans précédent qui aurait justifié à elle seule le passage du Président de la République devant les élus du peuple pour présenter l'état de la Nation.

- 4- Refus du Premier ministre de faire la promotion du dialogue social et de veiller à l'application des accords signés avec les Partis politiques, conformément à l'article 58 de la Constitution.

Non seulement le dialogue permanent avec la classe politique est refusé, mais aussi et surtout les Accords politiques de 2013, 2014 et 2015 signés sous l'égide de la Communauté internationale sont constamment bafoués par le Gouvernement.

- 5- Le refus du Président de faire organiser les élections nationales et locales dans les périodes et délais impartis par la Constitution, le Code électoral et le Code des Collectivités locales.

Il en est ainsi du retard observé dans l'organisation des élections législatives et des élections des Conseils communaux, de district et du quartier. Faut-il rappeler qu'il a fallu plusieurs manifestations pacifiques des partis politiques de l'Opposition pour obtenir l'organisation des élections législatives en 2013, soit trois ans après l'entrée en fonction du Président de la République. Toutes ces manifestations ont été violemment réprimées par les forces de l'ordre, particulièrement dans les quartiers réputés favorables à l'Opposition politique.

En outre, le Président refuse d'améliorer le cadre juridique et institutionnel des élections en dépit des propositions de lois sur le Code électoral et la CENI déposées à l'Assemblée Nationale depuis 2014 par l'Opposition parlementaire et des recommandations jugées pertinentes des missions d'observations électorales (2013 et 2015) de l'Union européenne.

La violation des lois nationales et du Protocole A/SP1/12/01 de la

CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance est manifeste. En effet, l'article 2 point 2 de ce protocole additionnel dispose que : « **Les élections à tous les niveaux doivent avoir lieu aux dates et périodes fixées par la Constitution ou les lois électorales** ».

- 6- Le refus d'installer la Haute Cour de Justice qui est chargée de juger le Président de la République pour haute trahison, le Premier ministre et les membres du gouvernement pour crimes et délits conformément aux articles 118 et suivants de la Constitution.

Cette inertie coupable garantit une totale impunité au Président de la République et à ses ministres. Ainsi par exemple, les crimes et délits imputables aux ministres, notamment les détournements de deniers publics ne peuvent être poursuivis ni sanctionnés.

Pour y remédier, nous engageons formellement l'Assemblée Nationale, la Cour constitutionnelle, la Cour suprême et la Cour des Comptes à prendre leurs responsabilités historiques devant la Nation guinéenne et la Communauté internationale, en élisant sans délai leurs représentants auprès de la Haute Cour de Justice.

- 7- Les ingérences répétées et illégales du Président de la République dans le fonctionnement des institutions républicaines (Justice, Assemblée nationale, CENI ...) affaiblissent celles-ci et les empêchent de jouer leur rôle régalien, notamment de contre-pouvoir.

Les actions posées par ces institutions sous son influence démontrent à suffisance la faillite de l'Etat républicain et la dérive de l'Administration qui sont désormais totalement inféodés au Président du RPG, avec pour conséquences une justice à deux vitesses : elle sévit contre les militants et responsables de l'Opposition politique tout en garantissant l'impunité à ceux de la mouvance présidentielle.

- 8- Les violations graves et caractérisées des droits humains dans les quatre régions naturelles : Violences politiques et/ou électorales notamment à Conakry, Siguiri, Kerouane, N'Zérékoré, Koundara...sans oublier Womey et Zogota. Sur ce point, il convient de rappeler que le Président Alpha CONDE s'est arrogé le droit de recruter illégalement près d'un millier de jeunes pour infiltrer les manifestations pacifiques de l'Opposition et y semer des troubles.

Depuis 2010, l'exercice des libertés publiques pourtant constitutionnellement garanties donne lieu à une répression systématique des manifestants pacifiques de l'Opposition politique. Celle-ci a payé un lourd tribut : 70 morts, des dizaines de handicapés à vie, des centaines de blessés graves, des dizaines de prisonniers politiques, plus de 60 millions de dollars de dégâts matériels. A ce jour, aucune sanction judiciaire ou administrative n'a été prononcée contre les auteurs de ces crimes et délits.

- 9- La violation grave et répétée de l'article 4 de la Constitution par le Président de la République qui tient des propos et des discours antirépublicains et dangereux pour la paix et l'unité nationale.

Il s'agit notamment de la promesse de faire « disparaître l'opposition en six mois » ou des déclarations ci-après : je donnerai la « Primature à la Basse guinée et l'Assemblée nationale à la Forêt ». « La Guinée appartient à trois ethnies : les malinkés, les soussous et les forestiers ». « La basse guinée appartient aux soussous », « sous le régime du Président Conté, les Malinké avaient la bouche dans le sac », etc.

A travers les discours et les actes qu'il pose, le Président de la République est passé maître dans l'art de diviser les guinéens, qu'il s'agisse des communautés nationales, des régions naturelles, des syndicats, de la société civile, des civils et des militaires, des partis politiques ou des leaders et militants d'un même parti. Divisées et affaiblies, les institutions n'arrivent plus à jouer correctement leur rôle...

Bref, le Président de la République n'a pas un discours rassembleur et républicain. Au contraire, tous ses propos sont stigmatisant et clivant, voire négatifs, comme en témoignent ses récentes déclarations tenues au siège du RPG contre l'ethnie et les cadres malinké.

Au mépris de la loi, il a communautarisé les nominations et les promotions dans la fonction publique.

- 10- La mise en place en 2013 d'une stratégie électorale fondée sur la division, la haine et l'exclusion. Il s'agit notamment des tentatives avortées de division dans le Fouta entre les villages « Roundhés » et les autres villages tout en faisant la promotion du « Manden-Jallon » qui réveille de vieilles blessures. Cette volonté de diviser se manifeste aujourd'hui même dans le domaine religieux. En témoignent les récents événements liés à la

construction ou à l'inauguration de lieux de cultes tels que les mosquées de Touba (Gaoual), de Fataco (Tougué) et de Timbo.

De même, en 2010 la stratégie électorale du RPG n'était pas basée sur un programme politique formel mais sur la stigmatisation et la diabolisation de la communauté peulh pour obtenir le soutien d'autres communautés nationales.

A cet égard, les observateurs s'accordent à reconnaître le danger imminent de cette politique de division, d'exclusion et de haine savamment mise en œuvre par le Président Alpha CONDE.

- 11- Le détournement et le gaspillage des deniers publics dans les secteurs des mines, de la pêche, des travaux publics, des télécommunications et de l'électricité ont coûté plus d'un milliard de dollars à notre pays.

Le refus de déposer à l'Assemblée nationale le projet de loi initié depuis plusieurs années par l'Agence nationale de lutte contre la corruption et les pratiques assimilées, montre l'absence de volonté politique pour une gestion responsable et transparente de nos ressources économiques et financières.

- 12-La nomination illégale et immorale du Ministre de l'économie et des Finances sortant à la Cour des comptes pour couvrir les détournements des deniers publics et garantir l'impunité aux fossoyeurs de notre économie.

De toute évidence, cette nomination, outre qu'elle viole la loi organique relative à la loi des finances, est contraire aux principes et aux règles de la gestion économique et financière : (transparence, éthique, responsabilité etc...). Elle ôte tout crédit à la certification des comptes de l'Etat et de ses démembrements.

Par la faute du Président, la crédibilité de notre pays est mise à rude épreuve, nonobstant le silence apparent de nos partenaires techniques et financiers (FMI, BIRD, ITIE, UE...). C'est à se demander à quoi servent ses proches collaborateurs (Ministres et Conseillers) ou ses amis Albert BOURGHI, Bernard Kouchner et autres journalistes qui l'aident par leur silence à conduire la Guinée vers son déclin.

En réalité, cette nomination du Président de la Cour des comptes tout comme certains actes posés par le Président de la République est à la fois

une honte nationale et une insulte à l'intelligence des guinéens.

- 13-**Le refus de respecter et de faire respecter les dispositions de l'article 13 de la Constitution en ce qui concerne le droit de la propriété foncière et la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Ces dernières années, plusieurs citoyens se sont vus déposséder irrégulièrement de leurs biens immobiliers sans avoir droit à une indemnité juste et préalable, conformément à la loi.

- 14-**La violation de la procédure législative et du principe de la séparation des pouvoirs dans le cadre de la modification illégale de la loi organique sur l'INDH.

En effet, le contournement de l'Assemblée Nationale par le refus de demander à celle-ci une nouvelle délibération sur ladite loi telle que prévue par l'article 79 de la Constitution, constitue une forfaiture qui fait obstacle à l'exercice du mandat des députés.

Il s'agit non seulement d'une atteinte grave au fonctionnement régulier des Pouvoirs publics (article 45 de la Constitution), mais également une violation caractérisée des principes démocratiques et de l'Etat de droit par le Pouvoir Exécutif. Cela est d'autant plus grave qu'il s'agit d'une loi organique, donc un texte particulièrement protégé par la Constitution, qui dispose en son article 83 comme suit: *« Les lois qualifiées d'organiques par la présente Constitution sont votées et modifiées à la majorité des deux tiers (2/3) des membres composant l'Assemblée Nationale. Elles ne peuvent être promulguées si la Cour Constitutionnelle, obligatoirement saisie par le Président de la République, ne les a déclarées conformes à la Constitution. L'Assemblée Nationale ne peut habiliter le Président de la République à prendre par voie d'Ordonnance des mesures qui relèvent de la loi organique ».*

Il reste entendu que toute mesure par laquelle le Président de la République fait obstacle à l'exercice de son mandat par l'Assemblée nationale, est un crime de haute trahison.

II - EXPOSE SOMMAIRE DES MOYENS DE DROIT

Le Président de la République, les ministres, les agents et dépositaires de l'autorité publique, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de tous les

actes du Gouvernement et de l'Administration.

Il va sans dire que toute mesure par laquelle le Président de la République, viole sciemment et de façon récurrente son serment ou les droits humains est un crime de haute trahison. Il en est de même des actes du Président de la République qui font obstacle à la paix, à l'unité nationale et à l'exercice du mandat de l'Assemblée nationale.

Cette affirmation découle du statut juridictionnel du Président de la République et des textes qui organisent la procédure de mise en accusation.

A – Statut juridictionnel du Président de la République

En droit guinéen, le statut juridictionnel du Président de la République est défini par les articles 118 à 120 de la Constitution du 7 mai 2010.

Le chef de l'État bénéficie d'une inviolabilité temporaire, qui empêche toute procédure administrative, civile ou pénale à son encontre, pour des faits commis en dehors de ses fonctions présidentielles. Cette inviolabilité prend fin à la fin de son mandat.

Enfin, l'article 37 de la Constitution protège le Président de la République contre les offenses, les injures et les calomnies dans les conditions que la loi détermine.

En outre, le Président de la République jouit d'un privilège de juridiction et d'une irresponsabilité pour tous les actes qu'il a accomplis en cette qualité.

Toutefois, cette irresponsabilité est tout de même limitée tant en droit international qu'en droit interne. Dans le premier cas, cette limitation découle des compétences de la Cour pénale internationale pour crime de génocide, crime contre l'humanité, crime d'agression et de crime de guerre. Dans le second cas, elle tient à la possibilité de le destituer en cas de condamnation par la Haute Cour de Justice pour violation de son serment, des arrêts de la Cour Constitutionnelle. Il en va de même, lorsqu'il est reconnu auteur, coauteur ou complice de violations graves et caractérisées des droits humains, de cession d'une partie du territoire national, ou d'actes attentatoires au maintien d'un environnement sain, durable et favorable au développement.

Ce bref rappel du statut juridictionnel du Chef de l'Etat permet de mieux cerner le fondement juridique de la procédure d'accusation.

B- Fondement juridique de la demande de mise en accusation

La présente demande de mise en accusation du Président de la République pour haute trahison trouve son fondement dans les dispositions combinées des articles

35, 118, 119 et 120 de la Constitution.

Sur le fondement de ces dispositions, la procédure de mise en accusation peut être déclenchée en cas de violation par le Chef de l'Etat de son serment, des arrêts de la Cour Constitutionnelle, ou lorsqu'il est reconnu auteur, coauteur ou complice de violations graves et caractérisées des droits humains, de cession d'une partie du territoire national, ou d'actes attentatoires au maintien d'un environnement sain, durable et favorable au développement.

La procédure de destitution peut être déclenchée en dehors de toute infraction pénale, auquel cas elle constitue une sanction politique du Président. Cette sanction constitue la contrepartie de la protection étendue susmentionnée dont bénéficie le Président de la République.

Aux termes des dispositions de l'article 120 de la Constitution, la mise en accusation est demandée par un dixième (1/10) des Députés. Elle ne peut intervenir que par un vote de l'Assemblée Nationale au scrutin secret à la majorité des trois cinquièmes (3/5) des membres qui la composent.

Celle-ci peut décider, lorsque le Président de la République est mis en accusation, que le Président de l'Assemblée Nationale assume son intérim jusqu'à ce que la Haute Cour de Justice ait rendu son arrêt. L'instruction et le jugement ont lieu toutes affaires cessantes.

Le Président de la République, le Premier Ministre et les membres du Gouvernement, en cas de mise en accusation devant la Haute Cour de Justice, sont suspendus de leurs fonctions. En cas de condamnation, ils sont déchus de leurs fonctions. En cas d'acquittement, ils reprennent leurs fonctions.

Considérant le mépris avec lequel le Président de la République traite les citoyens guinéens en général et pour lesquels il ne manifeste aucune compassion ou solidarité lorsqu'ils sont victimes de violences ou de brimades de la part des forces de l'ordre (décès, blessures graves, dégâts matériels).

Considérant surtout la mise en péril de l'Unité Nationale par la culture de la division ethnique et régionaliste que notre Président Alpha Condé cultive à grande échelle,

Nous, les députés soussignés, demandons à tous les membres de l'Assemblée nationale de privilégier l'intérêt supérieur de la Nation en votant largement la mise en accusation du Président de la République pour haute trahison. C'est en effet, le seul moyen légal dont nous disposons pour restaurer la dignité des

guinéens en mettant fin aux violations répétées des lois de la République par le Professeur Alpha CONDE et son Gouvernement.

L'aboutissement de cette démarche sans précédent dans l'histoire politique de notre pays exige un sursaut national et une unité d'action de toutes les composantes de notre société. C'est pourquoi nous invitons tous les citoyens guinéens, civils et militaires, les institutions républicaines, la société civile, les syndicats, les Chefs religieux et la communauté internationale à œuvrer au renforcement de l'unité nationale et à la préservation de la paix sociale dans notre pays.

Vive l'unité nationale,

Vive la République.

Conakry, le juin 2016

Et ont signé :